



HAL
open science

L'Amazonie brésilienne, marge et frontière

François-Michel Le Tourneau

► **To cite this version:**

François-Michel Le Tourneau. L'Amazonie brésilienne, marge et frontière. Margaux De Barros; Kevin Kermoal; Frédéric Louault. Marges et marginalités au Brésil. Espaces, pouvoir et société, Editions de l'université libre de Bruxelles, 2022, 978-2-8004-1817-9. hal-03918530

HAL Id: hal-03918530

<https://hal.science/hal-03918530>

Submitted on 1 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Amazonie brésilienne, marge et frontière

Du fait de sa position par rapport au cœur économique et démographique du Brésil et de par son histoire de territoire difficile d'accès, l'Amazonie s'inscrit facilement dans les théories géographiques qui définissent les marges ou les périphéries. On peut ainsi la situer sans peine dans le modèle centre/périphérie (comme périphérie, évidemment), tout en prenant soin d'observer que ce modèle se répète à plusieurs échelles à l'intérieur de la région : Manaus et Belém sont à leur tour centres par rapport à des périphéries plus lointaines, que l'on peut qualifier d'ultrapériphéries du Brésil en utilisant le vocabulaire technocratique de l'Union européenne. Cependant, comme le rappelle Bailly (1995), la marginalité recoupe une situation géographique (un éloignement spatial du centre) mais aussi sociale. De ce point de vue, l'Amazonie a changé depuis les années 1960. Si l'on peut sans doute considérer que l'ensemble de son territoire et de sa société étaient marginaux dans le Brésil colonial ou impérial, et jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, les politiques d'intégration ont malgré tout rempli en partie leur objectif en renforçant considérablement les liens entre l'Amazonie contemporaine et le reste du Brésil. Elle n'est donc plus désormais marginale en elle-même, mais elle comprend encore une grande partie de marges, dont cet article va s'efforcer de traiter.

L'approche que nous proposons ici va insister sur deux caractéristiques, à savoir le fait qu'une grande partie de l'Amazonie est peuplée par une population peu nombreuse et dispersée, et le fait qu'elle demeure encore pour une partie substantielle de son territoire éloignée et isolée des centres économiques et politiques du Brésil. Ces caractéristiques et les conséquences qu'elles entraînent (difficulté ou absence de contrôle de l'État, difficulté de transport, méconnaissance mais aussi exotisme, etc.) permettent de rapprocher l'Amazonie d'autres régions peu peuplées du monde que l'on peut désigner par le néologisme de « marges géo-démographiques ».

Cet article est organisé en trois parties. Dans une première, je présente rapidement différents concepts qui sont utiles pour qualifier la marginalité de l'Amazonie brésilienne, en présentant notamment les caractéristiques associées aux espaces distants peu peuplés. Dans un second temps, je montre comment ces concepts peuvent être appliqués à l'Amazonie dans son histoire, et je propose une approche fondée sur des données spatialisées afin d'essayer de déterminer où se situent les marges amazoniennes à l'heure actuelle. Dans une troisième partie je me focalise sur plusieurs groupes sociaux qui habitent, possèdent ou utilisent les marges géographiques de l'Amazonie contemporaine : les peuples amérindiens, les communautés traditionnelles et les orpailleurs informels (*garimpeiros*).

Du Sertão au front pionnier : des concepts pour appréhender la marginalité amazonienne

L'opposition entre centres et marges est au cœur de nombreuses théories géographiques. Elle est aussi une réalité qui est illustrée par un vocabulaire spécifique présent dans de nombreux pays et qui pointe vers le fait que les marges ne sont pas seulement une reproduction des centres atténuée par la distance, mais qu'elles disposent de caractéristiques propres.

Marge, périphérie et centre

La première approche formelle de la question des marges en géographie peut être reliée au modèle centre-périphérie de Von Thünen, que l'on retrouve sous une forme plus élaborée chez Christaller avec le modèle des places centrales. Dans l'un comme dans l'autre, l'approche est essentiellement gravitationnelle. Le poids plus important du centre en termes démographiques et économique lui

donne un pouvoir d'attraction plus important, entraînant une concentration des activités. La périphérie, en revanche, est caractérisée par un faible pouvoir d'attraction, qui résulte en un peuplement plus discontinu ou moins dense et en un tissu d'activités moins actif.

Ce modèle, toutefois, ne semble pas véritablement faire justice aux espaces peu peuplés et isolés, en ce qu'il ne rend pas compte d'activités particulières ou de traits sociaux qui ne sont pas simplement la reproduction de la configuration du centre atténuée par la distance, mais qui sont particuliers à ces périphéries. La classification romaine de l'espace posait déjà des jalons en ce sens. Autour de la cité (*urbs*), se trouvait l'agriculture intensive (*ager*), puis l'élevage extensif (*saltus*) et enfin la forêt (*silva*), domaine des activités de cueillette mais aussi de la nature non-encore domestiquée. Comme chez les Grecs (Vidal-Naquet, 1981), cette nature était vue comme influençant aussi les comportements, et le caractère inquiétant de la forêt se reflétait sur ceux qui l'habitaient. Or, la présomption de « sauvagerie » ou de « retard » associés aux espaces distants apparaît comme une constante dans leur représentation courante, visible dans le vocabulaire utilisé pour les désigner dans de nombreuses langues (Le Tourneau, 2020a). Un de ces mots à double-emploi est celui de *sertão*, au Brésil. Comme l'indique Antônio Carlos de Moraes, le *sertão* est non seulement une marge pas encore incorporée à l'espace national, mais aussi « le lieu de l'autre » (2003 : 4), qu'il s'agisse des Amérindiens, des populations traditionnelles ou de groupes conservant des traits spécifiques comme un code de l'honneur particulièrement rigide. Comme le rappelle encore Moraes (2003), le mot *sertão* a longtemps désigné les confins amazoniens avant de prendre un sens plus lié à la région du Nordeste et de s'écrire avec une majuscule.

Parmi de nombreux mots que l'on peut rapprocher de ce concept brésilien, le français *bled* (issu de l'arabe et acquis au cours de l'expansion coloniale) illustre assez bien les mêmes notions. D'autres mots (*bush*, *backcountry*, etc. en anglais, par exemple) insistent sur la rupture avec les activités rurales classiques. Les espaces peu peuplés sont souvent vus comme hostiles sur le plan climatique ou du relief, ou bien comme inadaptés et peu productifs, voués à des systèmes extensifs ou à des cueillettes (on retrouve la notion *saltus/silva*). Comme on le développera plus loin, de la forêt des Amazonies à l'enfer vert en passant par la collecte du caoutchouc, l'Amazonie brésilienne semble presque un cas d'école pour ces différents concepts.

La spécificité des marges géo-démographiques

Dans l'introduction d'un ouvrage pionnier publié en 1981, Holmes soulignait la spécificité des espaces faiblement peuplés (utilisant le néologisme de *sparselands*, que je traduis par « marges géo-démographiques »). A ses yeux, ceux-ci « ne constituent pas seulement une forme extrême de ruralité » mais ils exhibent des caractéristiques qui leur donnent un fonctionnement particulier, différent des espaces mieux connectés. En comparant plusieurs de ces espaces aux États-Unis et en Australie, il arrive également à la conclusion que ces traits se répètent sur plusieurs continents, si bien qu'ils pourraient être considérés comme des caractéristiques définissant les grands espaces, et non comme des produits d'une histoire à chaque fois singulière. Dans la même lignée, Carson et Carson (2014) proposent un cadre interprétatif pour les espaces faiblement peuplés, insistant sur huit caractéristiques clés, les « 8D ». Selon eux, ces régions sont distantes, déconnectées, discontinues, diverses, détaillées, dynamiques, dépendantes et délicates. En simplifiant cette classification, j'ai proposé quatre critères dont la présence simultanée et le jeu conjoint permettent de définir et analyser les espaces faiblement peuplés, ou marges géo-démographiques (Le Tourneau, 2020) :

- Peuplement faible et dispersé : contenu dans leur désignation, cette caractéristique est la pierre angulaire. Les êtres humains y sont bien moins abondants que l'espace, ce qui rend possible et explique des fonctionnements différents tant au niveau individuel qu'au niveau

collectif. Cela ne signifie pas que les grands espaces ne contiennent aucun noyau urbain ou de densité plus élevée. Au contraire, certaines activités tendent à y implanter des petites zones très denses et vivant en circuit fermé comme des bases militaires ou scientifiques, ou des exploitations minières reposant sur le principe du fly-in/fly-out, ces dernières étant souvent éphémères et liées aux cycles d'exploitation de la ressource, évoluant souvent en villes-fantômes quand ceux-ci touchent à leur fin. Des pelotons de frontière installés dans le cadre du programme Calha Norte aux *company towns* associées à des mines ou des barrages isolés (Serra do Navio, Carajás, Porto Trombetas, Balbina, Tucuruí, etc.), l'Amazonie brésilienne est riche de ce type d'enclaves, Fordlândia représentant probablement l'archétype de la *ghost-town*.

- Isolement géographique : la deuxième caractéristique des marges géo-démographiques est qu'elles se situent à très grande distance des centres qui les gouvernent. Certes la notion de distance est différente dans le temps et selon les pays, mais elle reste aujourd'hui encore cardinale, d'autant plus que le progrès des moyens de transport et des télécommunications amène à rendre encore plus marginales les régions qui n'en bénéficient pas ou qui en bénéficient incomplètement. Cette distance se reflète dans l'absence de services publics, ou dans une augmentation de leur coût qui fait hésiter les États à les mettre en œuvre. Le prix de l'assistance sanitaire dans des territoires amérindiens isolés d'Amazonie, qui impliquent l'usage d'avions légers et des primes importantes pour les agents contraints de rester isolés des semaines à la suite, est ainsi parfois critiqué au Brésil quand il est comparé au coût du même service pour des populations urbaines, et la crise de la Covid-19 a montré à quel point ces territoires étaient moins bien desservis que le reste du pays...
- Distance et contrôle incomplet : les conditions d'éloignement, additionnées à la faible densité de population, font que les espaces peu peuplés sont souvent le lieu d'activités informelles et/ou illégales, de trafics, de contrebande... Ils sont aussi le lieu où, pour les mêmes raisons, les individus, les entreprises ou même les institutions s'autorisent plus facilement de déroger à la loi, voire de faire régner leur propre règle. La violence rurale dans les territoires d'Amazonie, où les règlements de compte et les intimidations contre les défenseurs de l'environnement ou les militants pour l'accès à la terre sont nombreux, est ici encore un exemple paradigmatique. J'insisterai plus loin sur la question du *garimpo*, qui cumule plusieurs de ces caractéristiques. La distance se reflète aussi dans une connaissance incomplète des régions en question, qui n'équivaut toutefois pas à une ignorance totale. C'est dans le flou de cette connaissance imparfaite que naissent à la fois l'exotisme et la fascination mêlée d'inquiétude qu'elles suscitent. Pour la plupart des Brésiliens, l'Amazonie est ainsi non pas une expérience concrète mais un imaginaire lointain teinté de clichés exotiques (la terre des Indiens) et/ou plus ou moins libidineux qui n'est pas éloigné de ce que la Thaïlande représente en Europe.
- Des lieux d'altérité : les espaces faiblement peuplés sont souvent ceux dans lesquels des populations autochtones, aujourd'hui minoritaires, ont réussi à se maintenir, parce que la concurrence pour le contrôle de l'espace y a été moins forte que dans les lieux les plus centraux (ce qui ne signifie en aucune façon que les conflits n'y ont pas été longs et sanglants). Dans le cas de l'Amazonie, les peuples amérindiens disposent aujourd'hui de plus de 1,15 millions de km² de territoires reconnus par le gouvernement fédéral, représentant 23% de la région et 98,25% de l'ensemble des territoires amérindiens reconnus au Brésil (source Instituto Socioambiental¹). Les marges sont aussi souvent des lieux dans lesquels des minorités persécutées ont pu chercher refuge pour maintenir ou affirmer leur mode de vie,

¹ <https://pib.socioambiental.org/> consulté le 10/11/2020.

mais aussi des zones dans lesquelles des groupes religieux radicaux peuvent déployer un prosélytisme agressif loin du regard des autorités. De la tentative de quelques centaines de familles de confédérés américains qui ont fui la défaite aux États-Unis et tenté de s'installer près de Santarem en 1866 aux différents ordres missionnaires qui ont déployé des stratégies brutales pour convertir les Amérindiens (comme les Salésiens dans le Rio Negro, les missionnaires évangéliques des *New Tribes Missions*, etc.), on trouve ici encore pléthore d'exemples en Amazonie.

Comme on le voit, l'isolement et le faible peuplement sont à l'origine de toute une série de caractéristiques que l'on retrouve facilement en Amazonie. Si Bailly *et al.*, en partant principalement des études urbaines, insistent sur le fait qu'il n'y a pas de « *lien nécessaire entre la périphérie, la minorité et la marginalité* » (1983 : 75), il semble que dans le cas des marges géo-démographiques on puisse constater une relation entre cet éloignement et un fonctionnement que l'on peut qualifier de marginal, à la fois car il ne correspond pas aux usages les plus souvent en vigueur dans la société dominante, mais aussi parce qu'il passe plus facilement au travers du contrôle étatique rendu plus lâche par la distance. Le fait que ces régions distantes affectent un fonctionnement particulier se rapproche quant à lui fortement de ce que décrit B. Prost sur les marges, « *conçues comme une portion de territoire qui a sa propre vie dans le système territorial, naît, se développe, meurt mais peut aussi vivre jusqu'à donner son propre système* » (2004 : §3). Les marges géo-démographiques sont en effet toujours des éléments d'un système plus large dans lequel elles occupent une position périphérique. Elles sont ainsi toujours sous la domination d'un état, dont le centre de pouvoir est distant. Mais elles sont aussi le siège d'activités et de complexes d'activités et de socialités particulières, qui font qu'elles constituent également un système (ou une collection de systèmes) en elles-mêmes.

Marge et frontière

Un concept-clé supplémentaire pour l'approche des marges géo-démographiques est celui de « frontière » (*frontier*), proposé par Jackson Frederick Turner à la fin du XIX^e siècle pour décrire la conquête de l'Ouest américain (Turner, 1894). La frontière est selon lui l'interface sur laquelle se réalise l'absorption et la transformation des marges, qui sont conquises (on pourrait dire colonisées, si ce n'est que ce mouvement se réalise dans les frontières d'un même pays) par la société centrale et transformées en nouvelles régions. Pour Turner, c'est dans sur cette frontière que se serait forgé « l'esprit américain » car si les nouveaux colons transforment le paysage et l'organisation des territoires qu'ils s'approprient, ils développent aussi des qualités propres au contact de l'espace sauvage (on retrouve ici Vidal-Naquet), notamment la confiance en soi et la libre-entreprise qui sont au cœur du projet de société étasunien. Si cette théorie est évidemment particulièrement liée à l'Ouest américain au départ², le concept de frontière a souvent été repris pour désigner les zones d'expansion des sociétés du Sud vers leurs espaces peu peuplés. Geiger (2009) a ainsi montré comment les territoires des pays tropicaux qui enregistrent ce type de dynamiques exhibent une série de caractéristiques dont plusieurs sont proches des quatre critères que nous avons mis en avant plus haut, comme la faible densité de population, le contrôle incomplet par l'État ou la relation difficile avec les populations autochtones.

Le concept de frontière est important pour l'approche de l'Amazonie. S'inspirant des travaux Pierre Monbeig (1952) sur le Paraná, dans lesquels il propose de la notion de fronts pionniers pour qualifier la dynamique de la frontière, des géographes français comme Hervé Théry et Martine Droulers ont

² Et si elle en présente plus particulièrement une vision rétrospective et nostalgique car le travail de Turner déplorait la fermeture de la frontière.

ainsi décrit au travers de ce prisme les transformations qui ont y commencé dans les années 1970 sous l'impulsion du gouvernement militaire (Théry, 1976 ; Droulers, 1978).

Ultra-périphérie, marge géo-démographique mais aussi frontière d'intégration dynamique : c'est au travers de ces trois qualifications que nous allons maintenant examiner l'Amazonie brésilienne.

L'Amazonie brésilienne, un territoire marginal

Ayant fait le tour de concepts reliés à la notion de marge, cette seconde partie va s'efforcer de les appliquer à l'Amazonie brésilienne. Il va sans dire que la démonstration devra être un peu elliptique car il est difficile de traiter une région aussi grande en taille, et une profondeur historique importante, en l'espace d'un article. J'insisterai donc uniquement sur des éléments principaux de la démonstration, en laissant de côté de nombreux détails qui pourraient la renforcer, que l'on pourra trouver dans l'ouvrage que j'ai consacré à l'Amazonie (Le Tourneau, 2019a).

De la marge coloniale au faux-semblant de l'intégration

La position marginale, voire ultrapériphérique, de l'Amazonie durant toute la période coloniale est assez facile à établir. En premier lieu, on sait que le Brésil a tardé à devenir le centre des efforts coloniaux du Portugal, et lorsque cela a commencé à être le cas, c'est principalement le littoral sud du pays qui en a été l'objet. La poussée vers l'Amazonie n'est pas intervenue en fonction de ses ressources ou de son intérêt intrinsèque pour la couronne portugaise. Elle a été le résultat d'une inquiétude face à la poussée d'autres pays européens dans la région (Hemming, 1978), et la construction de places fortes, de Belém (1614) à Macapá (1688) en passant par Óbidos (1685) ou Príncipe da Beira (1776), avait principalement pour fonction de bloquer l'accès au réseau fluvial amazonien, d'abord depuis l'Atlantique puis ensuite depuis les possessions espagnoles situées en amont. La conquête progressive de l'espace amazonien a été assurée par le biais d'expéditions militaires, reposant en général sur l'exploitation des rivalités des nations amérindiennes afin de briser les résistances et de disposer d'un contingent militaire suffisant, et sur l'installation de noyaux de contrôles peu nombreux, postes militaires et missions religieuses. Mise à part la région de Belém, plus densément colonisée, la plus grande partie de l'Amazonie portugaise n'a vu qu'un peuplement « blanc » extrêmement marginal.

Reposant sur quelques fortins et sur des alliances avec des groupes ethniques locaux, la région présentait donc toutes les caractéristiques d'une marche pour l'empire portugais, propice à l'affirmation de l'autorité de quelques figures militaires de caractère (Pedro Teixeira, Lobo d'Almada) mais aussi d'administrateurs corrompus. Sa faible intégration avec le reste du territoire et de la société brésilienne s'est vue au moment de l'indépendance du Brésil : plus facilement en contact avec Lisbonne qu'avec Rio, la société coloniale amazonienne a hésité avant de se rallier à l'empire brésilien. La navigation à la voile vers le sud étant difficile et lente, et en l'absence de route fluviale plus rapide, les communications entre l'Amazonie et le reste du Brésil resteront précaires jusqu'au début du XX^e siècle et l'arrivée du télégraphe (notamment la ligne posée par le Général Rondon).

L'expansion coloniale vers l'intérieur a été tardif. Elle a commencé avec la chasse aux esclaves (« l'or rouge » évoqué par le père Vieira, grand organisateur des missions jésuites dans la région au XVII^e siècle), puis s'est poursuivi au travers des expéditions de cueillettes en forêt (salsepareille, cacao sauvage), organisée et financées d'une manière qui fait largement penser aux pêches sur les bancs de Terre-Neuve ou bien au commerce des peaux aux États-Unis et au Canada. Si la culture du cacao avait commencé à se développer le long de l'Amazone, c'est la montée en puissance de l'économie du caoutchouc qui a réellement propulsé l'Amazonie dans le marché mondial. Pour autant, cette phase d'expansion économique n'a pas modifié son statut marginal. En effet, bien que les deux capitales, Belém et Manaus, aient vu subitement une croissance économique et des améliorations

techniques et urbanistiques (électrification, tramways, institutions culturelles, etc.) qui leur ont permis de se rapprocher pendant quelques décennies du « centre » (restant ici encore plus proches de l'Europe et des États-Unis que du reste du Brésil), la plus grande partie de la production de latex avait lieu dans les *seringais* cachés au cœur de la forêt dans des zones difficiles d'accès où le statut marginal du territoire et l'absence corrélative de force de la loi permettait la mise en place et le maintien d'un système d'exploitation de la main d'œuvre, l'*aviamento* (Santos, 1980).

Le déclin brutal de l'économie du latex et la léthargie dans laquelle la région amazonienne a été plongée durant les années 20 montrent combien les profits réalisés sur le caoutchouc n'ont pas intégré l'Amazonie au reste du Brésil – certains économistes ayant même démontré que ces profits ont en fait finalement été réalisés bien plus en dehors de la région qu'en son sein (Barham et Coomes, 1994). L'Amazonie brésilienne est donc revenue à son statut de marge au moment de la Première Guerre mondiale, mais ce statut, qui rassurait les autorités coloniales aux XVII^e et XVIII^e siècles, devient alors inquiétant pour le gouvernement brésilien. De l'inspection des frontières dirigée par le Général Rondon dans les années 1930 aux écrits de l'école de géopolitique du Brésil (Golbery, 1967), le « vide démographique³ » de la région amazonienne est de plus en plus décrit comme une vulnérabilité, ouvrant possiblement la voie à une invasion ou à un vol de l'Amazonie par des puissances étrangères. Sur ces bases, le gouvernement militaire qui prit le pouvoir à partir de 1964 décida de lancer une politique « d'intégration », destinée à attacher fermement la périphérie amazonienne au reste du pays. Cette politique a connu plusieurs épisodes, de « l'opération Amazonie » de 1966 à la construction de grandes infrastructures comme la centrale de Tucuruí en passant par le « plan d'intégration national » (PIN) dont les mesures-phares, comme l'ouverture de la route Transamazonienne et le lancement de la colonisation agricole ont particulièrement marqué les esprits (Le Tourneau, 2019).

Les plans et mesures appliqués à l'Amazonie ont créé une immense zone de frontière - ou plusieurs fronts pionniers, comme on voudra. Les caractéristiques typiques de ce type de région y ont régné pendant plusieurs décennies (et règnent encore dans certaines zones), comme l'appropriation violente des terres liée à la substitution d'un régime fondé sur des titres formels à un régime traditionnel informel, l'extraction prédatrice des ressources naturelles ou la transformation brutale des sociétés locales. La déforestation, anecdotique jusqu'aux années 1970 (sauf dans la région de Belém), est sans doute le symbole le plus marquant de cette transformation, et le vocabulaire qui lui est associé à l'époque (qu'on entend encore parfois aujourd'hui) rappelle bien le clivage entre nature sauvage et nature domestiquée pointé plus haut. Les colons envoyés en Amazonie doivent en effet la « dompter » ou la « domestiquer », ou encore littéralement la faire sortir de son état sauvage (*desbravar*).

Il est clair que quarante ans après le lancement de ces mesures, des effets importants ont été produits. La multiplication des infrastructures de transport a rendu certaines régions d'Amazonie moins distantes, et le courant migratoire important qui a accompagné les politiques de développement a modifié la société amazonienne et l'a rendu moins distincte du reste de la société brésilienne qu'elle ne l'était jusqu'aux années 1950⁴. De la même manière, la politique de contact systématique mise en place durant les années 1970 a entraîné la déstructuration culturelle et sociale

³ Cette expression ne pouvait être utilisée qu'en oubliant la présence des Amérindiens et des populations traditionnelles et elle montre le changement d'état d'esprit par rapport à la période coloniale durant laquelle, au contraire, la présence de peuples amérindiens alliés était vue comme un gage de contrôle du territoire, confirmé par le principe *uti possidetis* du traité de Madrid (1750).

⁴ Voir par exemple les écrits de Charles Wagley décrivant une petite communauté amazonienne à cette époque.

de nombreux peuples amérindiens qui vivaient encore en isolement total ou partiel dans des régions subitement touchées par la construction des grandes infrastructures ou le développement des fronts pionniers.

L'Amazonie reste toutefois largement périphérique dans le Brésil contemporain si l'on en croit la comparaison de simples chiffres : bien qu'elle représente 60% du territoire national, elle ne rassemble que 13% de la population et ne produit que 8,8% du PIB brésilien⁵... En observant dans le détail, on peut dire que d'une marge uniforme ou presque, l'Amazonie est aujourd'hui devenue un archipel dans lequel émergent des îles très connectées (comme Manaus et sa zone franche, qui est directement intégrée dans les stratégies de nombreuses firmes nationales et internationales, mais aussi comme les zones de production de soja qui sont aussi interconnectées étroitement avec les marchés internationaux de *commodities*), et de vastes régions qui demeurent largement périphériques et pour un bon nombre marginales. Ce sont celles-ci que nous allons maintenant essayer de localiser.

Avant cela, on peut insister ici sur le fait que l'effort de développement dont l'Amazonie a été l'objet est constamment venu de l'extérieur de la région, par l'intermédiaire du gouvernement fédéral, et que la planification de cet effort est aussi restée totalement externe. Dès lors, loin de sortir la région de sa marginalité, l'effort financier, social et technique entrepris l'a confirmée dans une situation de dépendance quasi-coloniale. L'Amazonie est demeurée soumise à des politiques décidées par des personnes ne disposant que d'une connaissance extrêmement superficielle du contexte et de l'environnement local, et donc prédisposées pour la plupart à des échecs retentissants (comme la Transamazonienne) ou à renforcer la domination des acteurs extérieurs (comme les multinationales implantées dans la zone franche de Manaus, dont la prolongation montre bien à quel point quarante ans d'exemption fiscale n'ont pas permis de changer le statut économique de l'Amazonas). L'intégration proposée n'a donc été pour beaucoup qu'un faux-semblant, l'objectif des politiques appliquées étant plus de faire de l'Amazonie une périphérie solidement brésilienne que de la sortir de sa marginalité.

Où se situent ce qui reste de la marge amazonienne aujourd'hui ?

Comme on l'a vu, les marges géo-démographiques se caractérisent par leur éloignement et leur faible densité de population, le second trait étant pour beaucoup le produit du premier. Afin de vérifier cette relation et de caractériser quelle portion du territoire de l'Amazonie correspond aujourd'hui encore à ces caractéristiques, je propose ici une approche basée sur l'exploitation de données géographiques⁶ et de statistiques démographiques spatialisées⁷.

Bien que les rivières et les fleuves aient longtemps constitué un moyen de déplacement pour les populations amazoniennes, la modernité s'est imposée avec le développement d'un dense réseau de routes, initié par le gouvernement fédéral dès les années 1950 et aujourd'hui enrichi de milliers de pistes ouvertes par les États fédérés et parfois par des entités privées. Les routes permettent – le plus souvent, car de nombreuses pistes demeurent précaires et peu praticables en saison de pluies – un déplacement rapide et des échanges plus aisés avec l'extérieur. Leur réseau s'étend à partir des nœuds régionaux (capitales des États, villes moyennes de l'intérieur, en particulier celles qui disposent d'un aéroport et de quelques lignes aériennes) en direction des fronts pionniers, où elles

⁵ Chiffres IBGE 2017.

⁶ Bases de données SIG publiées par le Ministère de l'environnement dans le cadre de la politique de données ouvertes.

⁷ En l'absence d'information plus récentes, j'utilise principalement les données du recensement de 2010 (utilisant les données les plus désagrégées, les « secteurs de recensement » équivalents des ilots INSEE), dont on espère l'actualisation sous peu.

entretiennent une relation étroite avec le déboisement : les routes permettent l'évacuation des produits et elles rendent donc la déforestation et la conversion des surfaces rentables, mais dans le même temps l'avancée du front de déforestation entraîne l'ouverture des routes. On peut donc considérer que les zones qui se situent à une distance importante de ces infrastructures sont celles qu'on peut qualifier d'isolées ou marginales aujourd'hui. Pour en estimer l'importance démographique et géographique, j'ai donc divisé l'Amazonie en deux parties, celle qui se trouve à moins de 30 km⁸ autour de toutes les routes amazoniennes et celle qui se trouve plus éloignée, puis calculé des statistiques géographiques et démographiques sur cette dernière (figure 1 et tableau 1)⁹.

<i>Densité de population</i>	Population (nb. hab.)					Superficie (km ²)				
	< 1	1 à 10	> 10	TOTAL	%	1 <	1 à 10	> 10	TOTAL	%
Sans définition	68 935	79 528	138 143	286 606	41,7	483 991,0	39 579,1	182,9	523 753,0	23,5
Unités d'usage durable	29 411	61 856	18 723	109 990	16,0	300 741,3	22 395,6	433,1	323 569,9	14,5
Unité de protection intégrale	14 704	2 552	4 202	21 458	3,1	322 218,5	1 057,1	21,4	323 297,0	14,5
Territoires de communautés traditionnelles	43 350	80 994	11 540	135 884	19,8	236 253,8	34 946,0	245,0	271 444,8	12,2
Territoires amérindiens	57 340	21 047	54 610	132 997	19,4	771 296,9	11 697,8	453,7	783 448,4	35,2
TOTAL	213 740	245 977	227 218	686 935		2 114 501,5	109 675,6	1 336,0	2 225 513,1	

Tableau 1 : statistiques démographiques et spatiales des marges amazoniennes

⁸ La fixation d'un seuil fixe de ce type est toujours un peu arbitraire. Cette distance correspond grosso modo à la distance maximale à laquelle des forestiers iront chercher des grumes dans des zones isolées. Elle correspond aussi à des trajets de plusieurs heures sur une rivière méandreuse, et éventuellement plusieurs jours à pied. Elle implique donc un très grand isolement pour les personnes qui vivent dans les zones concernées. Cela ne signifie pas pour autant que les régions situées à moins de 30 km d'une route soient aisément connectées.

⁹ La méthodologie suivie a consisté à réaliser un tampon de 30 km autour des routes et à retirer cet espace de la maille des secteurs de recensement. Dans un second temps, les secteurs restants ont été découpés selon les limites de tous les territoires spéciaux (territoire quilombolas, amérindiens, des communautés traditionnelles – PAE, etc., et des différents types d'unités de conservation. La population des unités spatiales restantes a été calculée en multipliant la densité de population du secteur original par leur superficie.

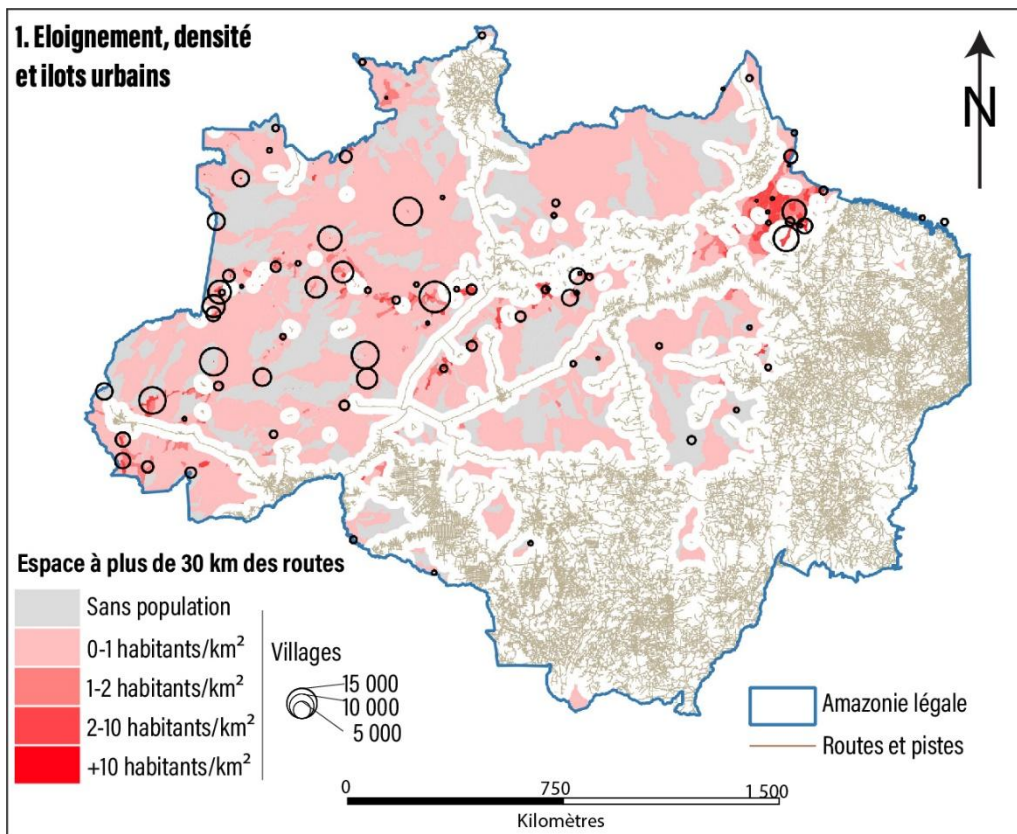


Figure 1 : les marges amazoniennes et leur densité de population.

Comme on le voit dans le tableau, les régions isolées d'Amazonie couvrent 2,225 millions de km², ou 44,5% de l'Amazonie légale, pour une population très réduite de 687 000 personnes en 2010, correspondant à environ 3,2% de la population totale de l'Amazonie brésilienne. Si l'on regarde la densité démographique des secteurs concernés, on note que la plus grande partie (2,114 millions de km²) sont en dessous de 1 habitant au km² (figure 1), confirmant la relation entre éloignement et faible densité démographique. Ces zones ne comptent que moins de 214 000 personnes et leur densité moyenne est de 0,1 habitant par km², bien moins que le Sahara ! Presque 110 000 km² sont un peu plus denses (de 1 à 10 habitants par km²), rassemblant 35,7% de la population totale. Comme on le voit sur la carte, ces secteurs, en particulier ceux qui ont une densité comprise entre 2 et 10 habitants au km², se trouvent principalement concentrés sur l'île de Marajó et le long du cours de l'Amazone ou du Solimões. Enfin, une surface très réduite (1 336 km²) arbore des densités supérieures à 10 habitants au km². Elle correspond aux villages amérindiens les plus nombreux mais surtout à des petits noyaux urbains (la majorité de leur population se situe en effet en dehors de territoires réservés). Leur présence (représentée en cercles proportionnels sur la carte) correspond bien à la caractéristique de diversité des marges géo-démographiques qui ne sont pas uniformément rurales mais peuvent comprendre des villages isolés, bases militaires, *company towns* liées à des entreprises minières, etc. Sur le plan démographique, leur importance est grande puisque ces noyaux regroupent 33,1% de la population totale des secteurs « marginaux ».

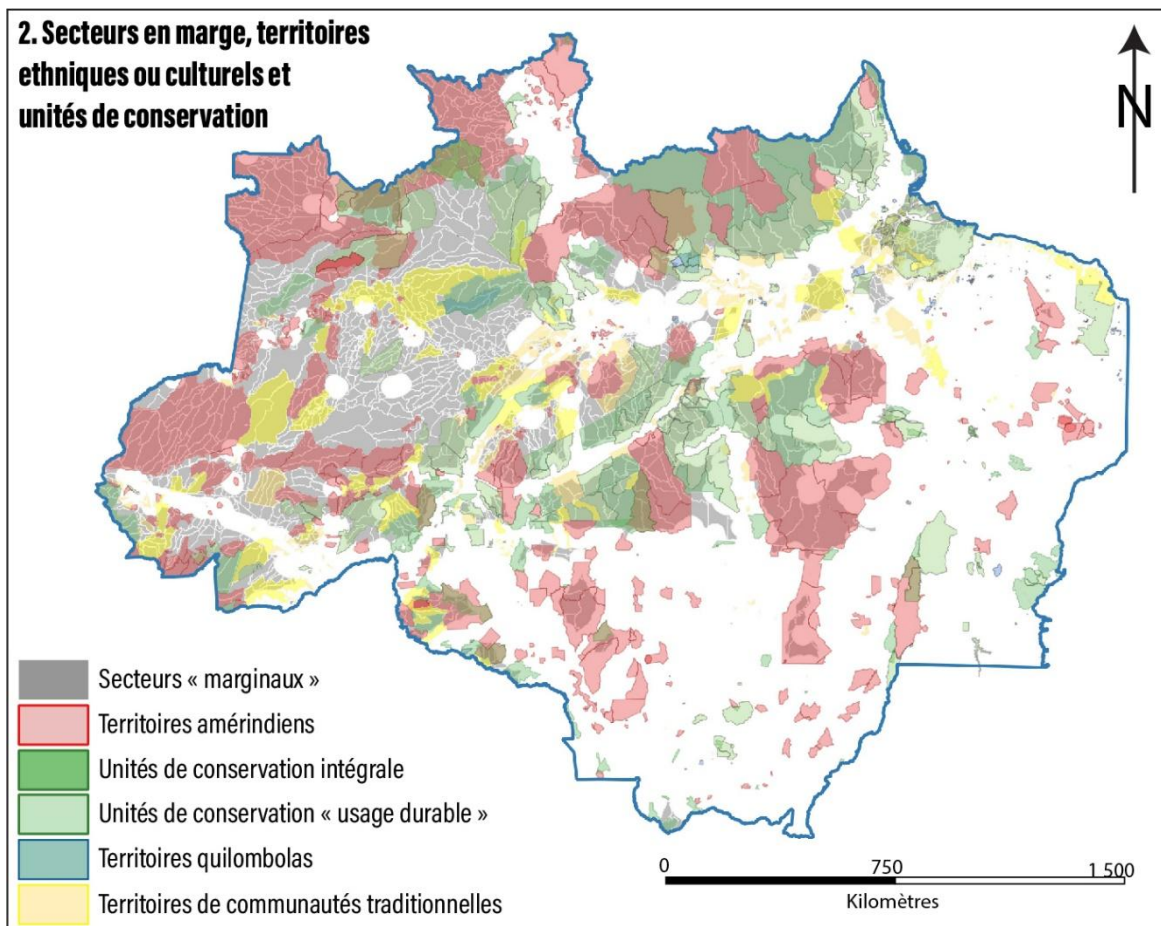


Figure 2 : marges amazoniennes et destination des terres¹⁰.

Si l'on s'intéresse à la répartition de l'espace géographique en fonction de la destination des terres (tableau 1 et figure 2), l'importance des territoires amérindiens est manifeste. Ils représentent environ 783 500 km², ou 35,2% de l'ensemble de la superficie des secteurs marginaux. On peut être surpris en revanche de la faiblesse des effectifs de population, d'à peine 133 000 personnes, soit à peine 41% de l'ensemble des Amérindiens vivant dans leurs territoires traditionnels en Amazonie. Ceci indique qu'une partie des principaux villages amérindiens se situent des zones un peu mieux intégrées et donc à moindre distance du réseau routier. Cela indique également le poids des territoires amérindiens des régions du sud de l'Amazonie qui disparaissent complètement dans notre analyse car ils sont encerclés par les fronts pionniers.

Environ 647 000 km² de secteurs marginaux correspondent aux unités de conservation, répartis à égalité entre unités de conservation intégrale (parcs nationaux, réserves biologiques, etc.), dans lesquelles il est normal que les effectifs de population soient nuls ou presque¹¹, et unités dites « d'usage durable » (aires de protection environnementale, forêts nationales, etc.). J'ai séparé dans les statistiques les territoires occupés par des populations traditionnelles (collecteurs de noix du

¹⁰ Dans cette carte, les réserves extractivistes et de développement durable sont classées dans la catégorie « populations traditionnelles », mais elles appartiennent formellement à la catégorie « d'usage durable » aux termes de la législation brésilienne.

¹¹ Une partie de la population indiquée pour ces unités existe en raison de l'effet de bord consistant à utiliser la densité moyenne des secteurs pour reconstituer la population de chacune des zones considérées. Dans le cas d'un secteur incident sur une unité de conservation, la population en question est probablement concentrée dans la zone située en dehors de celle-ci, mais le calcul projette cette population uniformément sur le secteur. Cela étant, il y a aussi des cas de villages insérés dans ce type d'unités, notamment dans la région de l'Oyapock.

Brésil, *Seringueiros*, *Ribeirinhos*, Quilombolas...) en regroupant dans une seule catégorie les différentes catégories foncières les concernant (PAE, RESEX, RDS, etc.). L'ensemble de leurs territoires qui tombe dans la catégorie des marges géo-démographiques représente environ 271 500 km² pour 136 000 habitants. On pourrait facilement leur associer les populations qui vivent dans certaines unités de conservation d'usage durable, car il s'agit le plus souvent aussi de populations traditionnelles (à l'exemple des habitants de la forêt nationale du Tapajós ou de l'aire de protection environnementale Tapuruquara, sur le cours moyen du Rio Negro). En ce cas, les populations traditionnelles non-amérindiennes représenteraient 35,8% des habitants et 26,7% des surfaces des espaces marginaux en Amazonie brésilienne.

Si l'on regarde la figure 1, plusieurs conclusions apparaissent nettement. En premier lieu, les secteurs « marginaux » se situent principalement au nord et à l'ouest de l'Amazonie, alors que les bordures sud et est disparaissent totalement. Au Mato Grosso, à peine quelques fragments du parc du Xingu, du nord du Pantanal ou de l'ensemble des territoires groupés autour de l'Aripuanã subsistent. De même au Rondônia, dans lequel apparaissent uniquement des petites zones sur la bordure ouest (ensemble de territoires autour du parc Pacaas Novas et du territoire amérindien Uru Eu Wau Wau et ensemble autour de la réserve biologique du Guaporé). De manière frappante, une grande partie des territoires amérindiens du sud de l'Amazonie se trouve désormais dans l'orbite du réseau routier. Seules quelques îlots restent à plus grande distance, comme dans le Xingu ou l'Aripuanã. En second lieu, et du fait de la relation entre routes et déforestation, les secteurs sélectionnés se trouvent presque totalement dans les zones non déforestées (figure 3). On aperçoit à peine un semis de petits polygones de déforestation en leur sein, correspondant à l'agriculture traditionnelle sur brûlis pour la plus grande part.

Principalement composée de zones situés dans le nord du Pará, l'ouest du Roraima, l'Amazonas à l'exception de la région en aval de Manaus et du Nord de l'Acre, l'Amazonie marginale que dessinent ces cartes correspond aux restes de « l'Amazonie des fleuves », qui préexistait à l'Amazonie intégrée par les efforts du gouvernement fédéral à partir des années 1970. Si les berges des voies de navigation principale, comme le fleuve Madeira ou le cours de l'Amazone, se situent désormais dans les régions intégrées, les affluents de la haute Amazonie drainent des régions qui restent encore très éloignées, et dont les populations sont marginales non seulement sur le plan géographique, mais aussi sur le plan social et culturel.

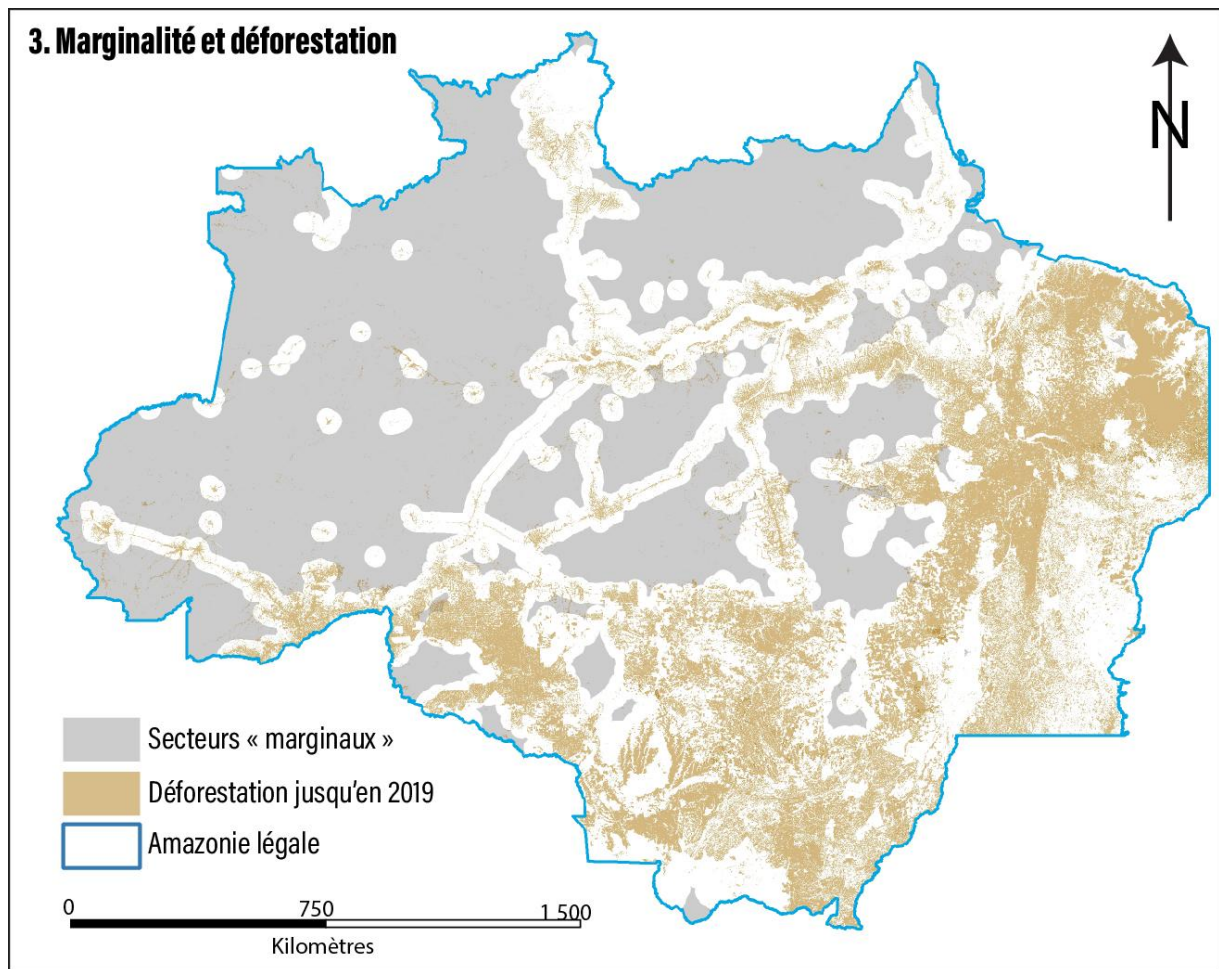


Figure 3 : marges amazoniennes et déforestation (données de déforestation source INPE 2020)

Des marginalités différenciées

Si l'on reprend l'idée que la marginalité se définit à la fois par l'isolement géographique mais aussi par la distance sociale par rapport à la société centrale, les populations amérindiennes et traditionnelles apparaissent comme des illustrations paradigmatiques pour l'Amazonie, avec toutefois des différences significatives entre les deux groupes. D'autres formes de marginalités apparaissent aussi, jouant sur des dimensions différentes et sur un rapport moins systématiquement différencié avec le reste de la société brésilienne, comme c'est le cas pour les orpailleurs informels, ou *garimpeiros*. Ici encore le but n'est pas de tracer un portrait exhaustif des différentes situations, mais de relever des traits pour situer la position plus ou moins périphérique de chaque groupe concerné.

Les Amérindiens, marge absolue ?

Les peuples amérindiens d'Amazonie (et il est très important ici de souligner que cette appellation collective recoupe une diversité extrême de situations et de cultures, illustrée par le fait que les peuples amérindiens parlent plus de 160 langues différentes au Brésil, représentées en Amazonie pour la plupart) ont longtemps été et sont encore à bien des égards le symbole de l'altérité pour la civilisation occidentale – une sorte de périphérie absolue. Toutefois, si l'on considère que la marge fait partie intégrante d'un système territorial donné, il faut souligner que ces peuples étaient au départ extérieurs au système socio-territorial peu à peu établi par les Portugais. Beaucoup ont même résisté, pour certains durant plusieurs décennies, avant d'y être intégrés à leur corps défendant. On peut donc dire des peuples amérindiens qu'ils ont été « intégrés par la marge », c'est-à-dire

précipités de l'extérieur du système à une position périphérique sans qu'il n'ait jamais véritablement été question de les accepter au centre.

Durant la plus grande partie de la période coloniale, les Amérindiens ont en effet pu occuper deux positions dans le système social qui se mettait en place. D'un côté, les *Índios brabos* (« Indiens sauvages »), considérés comme des ennemis et passibles d'expéditions punitives ou de réduction en esclavage. D'un autre côté, les *índios mansos* (« Indiens pacifiés » ou « domestiqués »), le plus souvent associés aux missions. Leur statut était inférieur mais pas nécessairement dérogoire, certains leaders pouvant se voir reconnaître des fonctions officielles et des titres militaires (Almeida, 2017). Toutefois la discrimination fondée sur la race et l'idée de la supériorité de la civilisation occidentale ne leur permettait pas plus qu'un rôle marginal, même quand les guerriers d'une ethnie, enrôlés dans tel ou tel conflit, pouvaient être considérablement plus nombreux que les soldats portugais. Par ailleurs, les épidémies récurrentes ont rapidement épuisé ce réservoir démographique, les missions se trouvant périodiquement ravagées par la variole, la grippe ou la rougeole. Par la vision positive du métissage propre au Brésil, le statut des Amérindiens associés aux missions ou aux villes pouvait évoluer vers l'état de *caboclo*, de métis libre mais pour autant largement méprisé. La révolte de la *cabanagem*, entre 1830 et 1840, montrera bien l'ampleur de la division au sein de la société amazonienne, entre la bourgeoisie blanche d'origine portugaise et ce prolétariat rural. La victoire de la réaction, replongera cette tranche métisse dans sa marginalité.

L'idée de l'intégration des Amérindiens à la société nationale, le plus souvent par des dispositifs paternalistes mis en place par les missionnaires, des particuliers ou le gouvernement central, court en Amazonie depuis l'époque coloniale jusqu'à l'époque contemporaine (Devine Guzman, 2013). On la retrouve jusqu'aux projets des années 1970 où la construction de grandes infrastructures a été le prétexte pour un contact généralisé avec des dizaines de peuples qui avaient jusqu'alors maintenu leurs distances, et pour certains défendu avec acharnement leur territoire. Mais l'intégration proposée imposait l'abandon de leur différence culturelle (par exemple avec l'imposition du portugais à partir de 1755) et ne proposait guère plus qu'une place périphérique dans le système social en cours d'extension en Amazonie, celle de travailleur rural supplétif¹² ou de collecteur de ressources forestières (Le Tourneau, 2017a).

L'adoption de la Constitution de 1988 a changé la donne, mais pas dans toutes les dimensions. L'affirmation du Brésil comme une société multiculturelle a en effet imposé une rupture avec les efforts d'assimilation mais aussi une reconnaissance très large des territoires traditionnels des ethnies amérindiennes. La marginalité de leurs occupants a alors légèrement changé de sens. Si elle demeure forte sur les plans culturels, économiques et social (c'est même le fondement des droits fonciers différenciés qui leur sont accordés, puisqu'ils doivent permettre le maintien de ces cultures différenciées), elle se trouve désormais moins sous la menace d'une destruction imminente du fait des protections constitutionnelles et juridiques – dont la valeur est cependant mise à l'épreuve en ce moment par le gouvernement Bolsonaro (Le Tourneau, 2019b). Pour autant, comme on l'a vu dans la partie précédente, une grande partie des territoires amérindiens du sud de l'Amazonie se trouve aujourd'hui dans l'orbite du réseau routier, menant à une intensification des relations avec la société brésilienne dominante et diminuant leur degré de marginalité – ce qui ne signifie pas une disparition de la différence culturelle.

Une des questions centrales aujourd'hui est le type d'intégration économique que souhaitent les Amérindiens. Pour le moment, les villages isolés des marges géographiques de l'Amazonie vivent

¹² Le fameux Service de protection des Indiens créé par le Maréchal Rondon avait ainsi comme nom complet « Service de protection des Indiens et de localisation du travailleur rural »...

encore largement en autarcie, même si le système monétaire s'y fraye peu un peu un chemin par le biais des aides sociales ou des emplois publics. Des intérêts économiques puissants oeuvrent à l'ouverture de ces territoires pour l'exploitation des ressources naturelles, en particulier minières. Mais si les réponses apportées à ces questions pourront avoir un impact massif sur le plan culturel, et rapprocher les villages amérindiens de la société de consommation, les exemples de l'Alaska ou du grand nord canadien montrent qu'il est peu probable qu'elles modifient leur statut de marge à court ou moyen terme, la distance demeurant un élément indépassable.

Les populations traditionnelles : la recherche de la bonne distance

Le prolétariat *caboclo* qui s'était insurgé lors de la *Cabanagem* s'est maintenu en Amazonie. Il a formé une partie des effectifs des *seringueiros* de l'économie du caoutchouc (et s'est enrichi de ceux qui ont rejoint la région pour s'y engager), fourni les chasseurs de peaux des années 1920-1950, et il est réapparu en force à la fin du XX^e siècle, désigné sous l'appellation de « populations traditionnelles ». Le sens souvent péjoratif du nom *caboclo* montre toutefois la marginalité persistante qui entoure ce groupe social (Adams, Murietta et Neves, 2006). Utilisant habilement l'alliance avec les mouvements écologistes formée par les Amérindiens, les populations traditionnelles ont réussi à obtenir la reconnaissance de droits fonciers sur un certain nombre de territoires (Le Tourneau, 2017b), dont on a vu qu'ils constituent une grande partie des régions encore isolées à l'heure actuelle, que ce soit sur le plan spatial ou sur le plan des effectifs de population. A l'exception des populations quilombolas, dont les droits fonciers sont inscrits dans la constitution, la plus grande partie des populations traditionnelles n'a pu cependant obtenir de sécurité foncière qu'au travers de dispositifs inscrits dans le cadre de la protection de l'environnement (en particulier les réserves extractivistes, et réserves de développement durable, qui sont formellement des unités de conservation).

La différence entre ces populations et les Amérindiens est le fait qu'ils sont plus intégrés culturellement dans la société brésilienne pour des raisons linguistiques et religieuses (le portugais est leur langue maternelle et le christianisme la religion ultra-majoritaire). Leurs modes de vie, plus collectifs et basés sur des mécanismes particuliers de transmission des savoirs les maintiennent néanmoins dans une marginalité sociale, qui se reflète sur le plan économique. Les produits de la forêt, qui sont leurs productions traditionnelles, sont en effet le plus souvent vendus à des prix qui compensent à peine le coût de leur collecte, si bien que le choix pour ces communautés est soit d'accepter des revenus très bas, soit de se tourner vers des spéculations plus prédatrices sur le plan environnemental, comme l'exploitation du bois (exemple de la RESEX Verde para sempre) ou la conversion des terres pour l'élevage bovin (exemple de la RESEX Chico Mendes). Cette seconde option les met cependant en contradiction avec le fondement des instruments fonciers qui les concernent, ce qui suscite débats et affrontements, comme dans le cas des deux exemples cités plus haut.

Pour ce qui est des zones les plus marginales sur le plan géographique, la valorisation économique de ce type d'option est moindre du fait de la distance, qui rend les coûts de production prohibitifs. Dès lors, comme a pu le montrer le projet USART, les populations concernées développent aussi des stratégies complexes de migration et retours vers et depuis les espaces urbains (Nasuti, Eloy et Tritsch, 2017). En somme, les populations traditionnelles de ces espaces périphériques sont tiraillées entre l'acceptation de leur marginalité et de ses conséquences économiques, la préservation d'un mode de vie différent et la nécessaire amélioration de leurs conditions d'existence.

Les *garimpeiros*, marginalité sociale et légale mais intégration économique

Le cas des *garimpeiros* apporte un autre exemple de marginalité associée aux grands espaces amazoniens, celle des activités informelles et/ou illégales qui fleurissent car le contrôle de l'espace

par les gouvernements est mis en échec par les distances et la difficulté du terrain. La marginalité des *garimpeiros* n'est pas fondée sur des critères ethniques ou culturelle, et elle n'est que partielle. En effet, c'est parce qu'ils peuvent insérer le produit de leur activité (valorisé par le centre) dans des circuits formels que les orpailleurs en tirent leur subsistance. Ils investissent par ailleurs une partie de leurs gains dans des territoires intégrés pour monter une maison, un commerce, exploiter du bétail. Ils occupent donc une situation ambiguë, à cheval entre le monde des marges géo-démographiques et celui des zones intégrées.

Plus qu'un simple reflet de la nature clandestine de leur activité, la marginalité *garimpeira* est revendiquée et construite afin de la supporter. Le *garimpo*, ou orpaillage informel¹³, a en effet surgi au XVIII^e siècle en réaction à l'imposition d'un monopole royal sur l'extraction minière. Les *garimpeiros* (ou « ceux qui se cachent dans les replis des montagnes » – *grimpas das serras*) sont les exploitants qui n'avaient pas les moyens d'obtenir des franchises pour leur activité et qui décidèrent pour autant de la maintenir de manière clandestine (Prata Salomão, 1984). Rappelant le commentaire de C. Prost sur le fait que les marges sont toujours articulées d'une manière ou d'une autre avec le système central, leur négoce ne pouvait se faire que grâce à la complicité de commerçants qui leur fournissaient du ravitaillement (à prix d'or, évidemment) et trouvaient moyen d'insérer leur production dans le système économique formel, réalisant par ce biais d'importants bénéfices. Dès son origine, le *garimpo* s'affirme non pas seulement comme une activité économique, mais aussi comme un système social dans lequel la solidarité est une vertu cardinale et nécessaire pour faire face à la répression. Il est émancipateur pour une fraction de la population qui se trouve en dehors des catégories sociales dominantes à l'époque (soit la bourgeoisie intégrée socialement et économiquement, soit les esclaves noirs), et affirme son informalité plus que son illégalité : les *garimpeiros* exploitent une ressource en dépit de l'État mais ils affirment respecter la propriété privée et se considèrent distincts des bandits de grand chemin (Souza, 1982).

Si l'orpaillage s'est maintenu à un niveau relativement faible en Amazonie jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, il explose à partir des années 1950 avec la découverte des gisements d'or du Trombetas et d'étain du Rondônia, et plus encore à partir des années 1970 avec l'adoption d'innovations techniques qui permettent une certaine mécanisation (Le Tourneau, 2020b). A partir de cette époque, un semis de chantiers, de camps d'appui ou de villages liés à l'orpaillage se déploie dans de nombreuses et vastes régions d'Amazonie, avec des points de fixation de grande taille qui donnèrent chacun naissance à de grandes ruées vers l'or : Carajás, Peixoto de Azevedo, le Roraima, etc. Bien qu'un reflux ait été enregistré dans les années 1990, l'orpaillage est resté depuis cette époque un des traits caractéristiques de la plupart des régions reculées d'Amazonie, que ce soit par la présence de comptoirs d'achat d'or, celles de commerçants proposant les équipements nécessaires ou celles d'avions légers et de leurs pilotes dans les villes petites et moyennes, ou par la présence des orpailleurs et de leurs chantiers dans les zones isolées. Récemment, l'augmentation rapide du cours de l'or a relancé fortement la dynamique du *garimpo* au Brésil, et de véritables ruées vers l'or sont en cours dans certaines zones isolées du Roraima ou d'Amazonas.

S'agissant d'un monde parallèle ou clandestin installé dans des régions lointaines, la marginalité spatiale et sociale du monde du *garimpo* ne fait pas de doute. Le regard de la société brésilienne à son endroit a cependant changé. Durant les années 1970 et 1980, le *garimpo* a pu être considéré comme une aventure plus ou moins romantique, une initiation presque picaresque permettant à certains de s'élever au prix d'un travail rude et risqué. A cette époque aussi, une proportion importante de la population amazonienne (jusqu'à un million de personnes) dépendait de près ou de

¹³ Bien que le plus souvent associée à l'or, l'extraction minière informelle touche également les pierres précieuses et d'autres métaux comme l'étain.

loin de cette activité. Puis, au tournant des années 1990, l'image a changé. L'impact environnemental de l'activité a de plus en plus été souligné, ainsi que les aspects criminels qui lui sont souvent associés comme les règlements de comptes, la prostitution de mineures, la contrebande, l'évasion fiscale, etc. (Tedesco, 2015). L'État brésilien, qui a toujours préféré l'exploitation formelle réalisée par de grandes entreprises, source de revenus fiscaux, s'est lancé dans une politique de répression plus importante. Bien que le gouvernement actuel leur soit beaucoup plus favorable¹⁴, l'aura du *garimpo* demeure encore très sulfureuse aujourd'hui et les affrontements violents qui se produisent avec les autorités la renforcent régulièrement.

Il faut souligner ici un paradoxe. Si le monde du *garimpo* est marginal, ce n'est pas nécessairement le cas des individus qui y travaillent. Les orpailleurs viennent le plus souvent des régions rurales ou urbaines intégrées de l'Amazonie, et ils y investissent leurs gains – quand ils en ont. D'une certaine manière, leur identité de *garimpeiro* disparaît dès lors qu'ils quittent les marges spatiales et ils redeviennent alors des citoyens lambdas. On peut aussi remarquer que parmi les orpailleurs se trouvent des Amérindiens (rares, cependant) et aussi des membres de communautés traditionnelles (plus souvent). L'identité *garimpeira* n'est pas une identité ethnique ou culturelle, et elle n'est pas permanente. Elle est souple, permettant aux individus de rentrer dans ce monde parallèle, mais elle s'efface dès que l'on s'éloigne du contexte de l'orpaillage.

S'il n'est pas toujours illégal, le *garimpo* est principalement informel et souvent clandestin. Les *garimpeiros* sont en effet réticents à appliquer les normes environnementales¹⁵ ou sociales qui rendraient leurs affaires bien moins rentables et la facilité à dissimuler et échanger l'or produit leur permet de maintenir un système économique parallèle (toujours avec la figure de commerçants installés en ville qui, *in fine*, intègrent la production dans le système économique formel). Par ailleurs, les territoires les plus facilement accessibles étant aujourd'hui épuisés pour la plupart, les *garimpeiros* jettent de plus en plus leur dévolu sur des zones qui leur sont en principe interdites, comme les territoires amérindiens ou les zones dévolues aux communautés traditionnelles, opposant – selon leur vision – leur droit à une opportunité pour s'élever dans la société à une prohibition qu'ils jugent illégitime (rappelant exactement la position de leurs ancêtres du XVIII^e siècle).

Traits communs et différences

Les marginalités des Amérindiens et des populations traditionnelles, d'une part, et celle des *garimpeiros*, d'autre part, ont à l'évidence des origines et des manières de fonctionner qui sont distinctes. On peut cependant remarquer qu'elles ont aussi des points communs, et en particulier le fait que toutes sont associées à la marginalité spatiale. C'est parce qu'ils ont pu se dissimuler dans des régions isolées de la forêt que de nombreux groupes amérindiens ont réussi à maintenir un contrôle sur leurs territoires, qui a ensuite été reconnu formellement, principalement sur la base des principes de la Constitution de 1988. C'est aussi en demeurant isolés des principaux fronts pionniers que les populations traditionnelles ont pu maintenir leur présence dans des régions reculées d'Amazonie, présence formalisée par la délimitation d'unités foncières à leur bénéfice – mais souvent délimitées d'abord au nom de la protection de l'environnement.

C'est également parce que les territoires dans lesquels ils exploitent les ressources minérales sont isolés et difficiles d'accès que les *garimpeiros* réussissent à y installer leurs chantiers clandestins malgré la répression des autorités. Dans tous les cas, les systèmes sociaux ont aussi une part dans leur résilience. Dans le cas des Amérindiens, l'organisation en petites communautés indépendantes a

¹⁴ Notamment car il reprend l'idée développée durant la dictature militaire que les ressources ainsi extraites participent de manière importante au développement économique du Brésil.

¹⁵ Notamment en abandonnant l'usage du mercure.

historiquement représenté à la fois une faiblesse (car elle permettait difficilement une résistance militaire efficace) et une force (car elle permettait la dispersion sur de vastes territoires). Pour les populations traditionnelles, l'invisibilité sociale qui les a longtemps entourées a été cause d'innombrables spoliations foncières, mais elle leur a aussi permis de ne pas faire l'objet d'une politique systématique d'intégration qui les aurait déstructurées. Dans le cas des orpailleurs, enfin, le « système *garimpeiro* » est intrinsèquement construit pour permettre la résilience face à une répression administrative et militaire.

Malgré leurs similarités, ces trois exemples de marginalités amazoniennes sont souvent en conflit, car elles se disputent les mêmes territoires. C'est particulièrement visible dans le cas des *garimpeiros*, qui envahissent souvent les territoires amérindiens et peuvent y faire régner une certaine violence, que ce soit en s'en prenant directement aux communautés les plus proches ou en s'alliant avec certaines qui profitent des biens qu'elles peuvent gagner (fusils et cartouches notamment) pour s'imposer face à leurs voisins. Mais des concurrences existent aussi entre populations traditionnelles et Amérindiens, par exemple pour le contrôle de certains territoires de collecte. Dans l'ensemble, on peut voir dans ces conflits le signe d'une certaine réduction des marges en Amazonie. Les espaces y sont aujourd'hui pour une grande part définis quand à leur statut foncier ou à leur propriété (selon le tableau 1, seuls 23,6% des marges géo-démographiques restantes sont encore sans destination), et cette rigidification des statuts alliée aux pressions externes engendre des heurts de plus en plus nombreux.

Conclusion

Distante, immense, difficile d'accès, recouverte d'un environnement qui rend le déplacement difficile, l'Amazonie possède toutes les caractéristiques requises pour être une qualifiée de marge géo-démographique. Pour autant, la région a beaucoup changé à partir de la seconde moitié du XX^e siècle. Auparavant presque uniformément isolée, elle a vu le développement de nombreuses infrastructures de transport, l'ouverture de fronts pionniers reliés aux marchés nationaux et internationaux et une migration massive de population depuis le reste du Brésil. Au total, et selon l'approche géospatiale proposée dans cet article, on peut considérer qu'aujourd'hui un peu moins de 45% du territoire amazonien peut encore être considéré comme complètement périphérique ou marginal, cet espace se trouvant principalement concentré sur la rive nord de l'Amazone et dans la partie ouest de l'Amazonie légale. En son sein vit une population réduite, composée pour sa majorité d'Amérindiens ou de personnes issues des populations traditionnelles. On y trouve cependant aussi de petits noyaux urbains liés à l'action de l'état ou à des spéculations particulières, dont l'orpaillage n'est pas la dernière.

Dans ces territoires vivent donc des populations qui sont périphériques non seulement par leur présence dans ce que j'appelle des « marges géo-démographiques », mais aussi par leur appartenance ethnique ou culturelle à des groupes historiquement marginalisés. Comme on l'a vu dans la première partie, on retrouve ici un phénomène fréquent dans les grands espaces, dans lesquels l'éloignement géographique renforce les particularismes culturels, et inversement. On y retrouve aussi la faiblesse du contrôle étatique, qui permet aux activités informelles ou clandestines de prospérer, à l'instar, ici encore, de l'orpaillage.

L'avenir des marges amazoniennes est une question ouverte. D'un côté, on peut penser qu'elles continueront à reculer devant l'avancée des fronts pionniers et devant les pressions pour la libéralisation de l'exploitation des ressources naturelles. Pour autant, l'exemple d'autres régions du monde amène à penser que ces phénomènes, en particulier le second, ne créeront pas nécessairement autre chose que des enclaves au milieu d'un environnement qui restera foncièrement isolé, cette configuration étant en soi une des caractéristiques des espaces faiblement

peuplés (Le Tourneau, 2020a). Par ailleurs, les tendances démographiques de nombreux espaces isolés d'Amazonie semblent indiquer assez clairement un exode rural, notamment des femmes, et une diminution de population dans les zones les plus éloignées. Même dans les territoires amérindiens, les villages sont aujourd'hui plus sédentaires et plus peuplés que par le passé. Comme l'indiquaient des travaux précédents sur la déforestation (Tritsch et Le Tourneau, 2016), le changement d'usage des sols (et l'extension corrélative du réseau routier) ne signifie pas nécessairement un peuplement plus dense. Les zones marginales d'Amazonie pourraient alors de plus en plus se classer en deux catégories : d'un côté les régions encore isolées et très peu peuplées et de l'autre les régions mieux connectées mais désertes ou presque. Malgré les investissements immenses réalisés depuis plus de cinquante ans, la distance et l'éloignement continuent largement de définir l'Amazonie contemporaine.

Références

- Adams C., Murrieta R. et Neves W., 2006, *Sociedades caboclas amazônicas, modernidade e invisibilidade*, São Paulo : Annablume., pp. 15-32.
- Almeida, M. R. Celestino de, 2017, A atuação dos indígenas na História do Brasil: revisões historiográficas. *Revista Brasileira de História*, 37(75), 17-38. Epub August 17, 2017. <https://doi.org/10.1590/1806-93472017v37n75-02>
- Bailly, A. S., et al., 1983, « La marginalité : réflexions conceptuelles et perspectives en géographie, sociologie et économie ». *Géotopiques*, no. 1, p. 73-115
- Bailly, A. S., 1995, « La marginalité, une approche historique et épistémologique ». *Anales de Geografia de la Universidad Complutense*, 15, pp. 109-117
- Barham B. L. et Coomes O. T., 1994, "Reinterpreting the Amazon Rubber Boom: Investment, the State, and Dutch Disease", *Latin American Research Review*, vol.29: 2, pp. 73-109
- Carson, D.B. & Carson D.A., 2014. Local economies of mobility in sparsely populated areas: Cases from Australia's spine. *Journal of Rural Studies* 36, pp. 340-349.
- De Moraes, A. C., 2003. "O Sertão". *Terra Brasilis* vol. 2003(4-5), online: <http://journals.openedition.org/terrabrasilis/341>. <https://doi.org/terrabrasilis.341>
- Devine Guzman T., 2013. *Native and National in Brazil: Indigeneity after Independence*. Chapel Hill, UNC Press.
- Droulers, M., 1978, *Les Caboclos du Maranhão amazonien*, thèse de doctorat, Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle
- Geiger, D., 2009. *Turner in the Tropics: The Frontier Concept Revisited*, PhD Thesis, Université de Lucerne.
- Golbery do Couto e Silva, 1967, *Geopolítica do Brasil*, Rio de Janeiro : Livraria José Olympio
- Hemming J., 1978, *Red Gold: The conquest of the Brazilian Indians*, Cambridge : Harvard University Press.
- Holmes, J., 1981. Lands of Distant Promise. In Lonsdale, R. & Holmes, J. (eds.), *Settlement Systems in Sparsely Populated Regions. The United States and Australia*, New York: Pergamon
- Le Tourneau, F.-M., 2017a, « Le Brésil et ses Indiens : une réconciliation impossible ? », *EchoGéo*, 41, article 15027, <http://journals.openedition.org/echogeo/15027> ; DOI : 10.4000/echogeo.15027
- Le Tourneau F.-M., 2017b, « La rive gauche de l'Amazone : de la marge coloniale à la protection de l'environnement » in Le Tourneau F.-M. (dir.), 2017, *Amazonie brésilienne, usages et représentations du territoire*, Paris : éditions de l'IHEAL, Collection travaux et mémoires, n°87, pp.41-60. Le Tourneau, F.-M., 2019a, *L'Amazonie, histoire, géographie, environnement*, Paris : CNRS Editions.

- Le Tourneau F.-M., 2019b, « Gouvernement Bolsonaro vs. peuples amérindiens : l'épreuve de la Constitution », *Outre-Terre*, n°56, pp. 139-158, doi : 10.3917/oute2.056.0139
- Le Tourneau F.-M., 2020a, "Sparsely populated regions as a specific geographical environment", *Journal of Rural Studies*, vol. 75, April 2020, pp. 70-79, doi:10.1016/j.jrurstud.2019.12.012
- Le Tourneau, F.-M., 2020b, *Chercheurs d'or. L'orpaillage clandestin en Guyane française*, Paris : CNRS éditions.
- Monbeig P., 1952, *Pionniers et planteurs de São Paulo*, Paris : A. Colin.
- Nasuti, S., Eloy, L., Tritsch, I., 2017, "Chapitre IX. Mobilité entre ville et forêt » in Le Tourneau F.-M. (dir.), 2017, *Amazonie brésilienne, usages et représentations du territoire*, Paris : éditions de l'IHEAL, Collection travaux et mémoires, n°87, pp. 283-310.
- Prata Salomão E., 1984, "O ofício e a condição de garimpar" in Albuquerque Rocha G. (org.), 1984, *Em Busca do ouro. Garimpos e garimpeiros no Brasil*, São Paulo : Marco Zero, pp. 35-86.
- Prost, B. (2004). Marge et dynamique territoriale. *Géocarrefour*, 79(vol. 79/2), 175- 182. <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.695>
- Santos R., 1980, *História econômica da Amazônia 1800-1920*, São Paulo: Queiroz
- Souza L. de Mello e, 1982, *Desclassificados do ouro : a pobreza mineira no século XVIII*, Rio de Janeiro : Graal
- Tedesco M. de L., 2015, *No trecho dos garimpos mobilidade, gênero e modos de viver na garimpagem de ouro amazônica*, thèse de doctorat Université d'Amsterdam
- Théry H., 1976, *Rondônia, mutations d'un Territoire fédéral en Amazonie Brésilienne*, Thèse de doctorat, Université Panthéon-Sorbonne - Paris I.
- Tritsch, F.-M. Le Tourneau, 2016, « Population densities and deforestation in the Brazilian Amazon: New insights on the current human settlement patterns", *Applied Geography*, n°76, pp. 163–172, doi: 10.1016/j.apgeog.2016.09.022.
- Turner, F.J., 1894. *The Significance of the Frontier in American History and Other Essays*. New York: Holt.
- Vidal-Naquet, P., 1981. *Le chasseur noir. Formes de pensée et formes de société dans le monde grec*. Paris: Maspéro.